

Bettel et les libéraux, stop ou encore

LUXEMBOURG Les chrétiens-sociaux visent leur revanche

► Les chrétiens-sociaux sont donnés favoris pour revenir au pouvoir qu'ils ont perdu il y a cinq ans après l'avoir exercé pendant des décennies.
► Mais le sort de Xavier Bettel, le Premier ministre sortant, est loin d'être scellé alors que se tiennent les élections législatives.

DECODAGE

Les jeux semblaient très ouverts à la veille des élections législatives qui se tiennent ce dimanche au grand-duché de Luxembourg. En tout cas, plus ouverts qu'ils ne l'avaient paru ces derniers mois. L'opinion couramment répandue voulait que le sort du Premier ministre libéral (DP), le premier depuis la Seconde

Guerre mondiale à ne pas être chrétien-social (CSV), fut scellé par les sondages : ceux-ci promettaient un retour fracassant au CSV, évincé en 2013 du pouvoir où son ex-leader Jean-Claude Juncker s'était maintenu à la tête pendant 19 ans.

Le positionnement du pays n'a pas dévié

Bref rappel... Le dernier mandat de Juncker, aujourd'hui président de la Commission européenne, avait été brutalement écourté par sa démission à la

suite d'une trouble affaire d'espionnage mal géré. Sorti ensuite amoindri mais quand même largement gagnant des urnes avec 23 sièges sur 60 à la Chambre, Juncker et son parti, avec lequel plus personne ne voulait s'associer, avaient été évincés de la nouvelle coalition créée à l'instigation des socialistes (13 sièges). Ceux-ci avaient décidé de s'allier aux libéraux de Xavier Bettel (13 sièges aussi) et aux Verts (6 sièges), offrant par la même occasion le poste de Premier ministre au fringant Xavier Bettel, alors bourgmestre de Luxembourg-Ville.

Qu'est-ce qui décidera de la prochaine coalition ? Si le CSV sort renforcé des urnes, il sera difficile pour les autres partis de ne pas suivre la recommandation de l'électeur : ce sera logiquement son leader actuel Claude Wiseler, ministre dix années durant dans l'ombre de Juncker, qui pilotera la formation d'une coalition. Si la poussée que l'on promet aux Verts se confirme, ils devraient être les premiers partenaires de choix du CSV.

Mais si les trois partis de la coalition actuelle sortent confortés voire renforcés du scrutin, on n'exclut pas au Luxembourg qu'elle prolonge son bail au pouvoir. Ce qui, selon un observateur avisé de la

politique grand-ducale, tendrait à montrer qu'une certaine modernité affichée par le gouvernement Bettel serait devenue la nouvelle norme après des décennies de domination conservatrice. Une impression passablement trompeuse : en 2015, le Premier ministre libéral - qui s'est marié avec son compagnon belge en cours de mandat - avait tenté de faire adopter par référendum l'attribution du droit de vote aux étrangers (la moitié de la population résidant au Grand-Duché), l'abaissement à 16 ans du droit de vote et la limitation à dix ans des mandats ministériels. Un échec cuisant pour Bettel : la population avait massivement rejeté les trois propositions.

Fondamentalement, le gouvernement sortant n'a pas fait dévier le pays du positionnement comme centre financier et fiscalement avantageux - un euphémisme - qu'avait bétonné Juncker les 20 années précédentes.

La pression internationale se fait toutefois plus forte, paradoxalement amplifiée par les coups de boutoir qu'a commencé à donner aux abus fiscaux la Commission européenne à la suite des fameux Luxleaks publiés... trois jours après l'installation de Jean-Claude Juncker à la tête de l'exécutif de l'UE. Mais le gouvernement Bettel, comme ceux de Juncker avant lui, a continué à faire de la résistance.

Un point saillant frappe les observateurs dans cette dernière

campagne : la place qu'a prise dans les narrations politiques et les programmes des partis, y compris celui de Xavier Bettel, la promotion de la langue luxembourgeoise. Une manière un peu sournoise, dans un Grand-Duché qui aime à se donner l'image la plus lisse possible, de protéger la population de souche, en particulier en ce qui concerne l'accès à la fonction publique qui reste la carrière rêvée de la classe moyenne.

Si Xavier Bettel perd son poste, les Conseils européens - les sommets des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE - n'en perdront pas seulement leur meilleur boute-en-train. La famille libérale, qui compte actuellement le plus de membres de ce cénacle, s'en verra réduite d'une unité : cela jouera lors de l'âpre négociation pour les hauts postes qui se déroulera dans la foulée des prochaines élections européennes en mai 2019. L'entregent de Bettel, qui s'est lié d'amitié avec Macron, n'a pas été pour rien dans le rapprochement et le projet d'alliance qui est en train de se monter entre la famille européenne ALDE et La République en Marche du jeune président français. Mais ce n'est pas, tant s'en faut, la priorité des électeurs grand-ducaux... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

